

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 156
29 septembre 2009

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Compte-rendu du Conseil National de la FSU des 22 et 23 septembre

Projet de budget, réforme de la formation, ... au Conseil National de la FSU : la direction de la FSU s'oppose à l'engagement du combat contre le gouvernement Sarkozy-Fillon.

La rentrée de la grande majorité des personnels est marquée à la fois par des conditions matérielles de plus en plus difficiles et par la poursuite de feu roulant des « réformes » du gouvernement Sarkozy : aussi bien la généralisation du bac pro en 3 ans que le nouveau décret contre le statut des chercheurs instaurant des « primes d'excellence ».

Au cœur de ces contre-réformes se trouve celle sur la formation des maîtres, touchant tous les secteurs, dont la mise en œuvre, aux termes de la circulaire du 20 août, doit se traduire par l'arrivée comme véritables moyens de remplacement au rabais d'étudiants en master rétribués 3000 euros à l'année pour 108 heures de stage « en responsabilité » en lieu et places d'enseignants titulaires et formés.

Une nouvelle fois, les trois principales tendances de la FSU (U&A, EE, PRSI) se sont retrouvées à voter un texte qui parallèlement au retrait de cette circulaire demande l'ouverture de négociations pour rédiger une nouvelle circulaire.

Le rôle du syndicat, de la fédération, n'est pas de co-rédiger les circulaires d'application d'une réforme réactionnaire sur toute la ligne. Au contraire de s'associer à ce gouvernement et à sa politique, il faut le combattre. C'est ce qu'ont défendu les élus Front Unique au Cdfn, notamment sur la question du projet de budget Sarkozy-Fillon, concentré de leur politique réactionnaire.

Nous portons à la connaissance des personnels, syndiqués ou non, ces interventions, en espérant qu'ils y trouveront des points d'appui solides pour intervenir contre la politique des appareils syndicaux, lesquels cherchent à paralyser la classe ouvrière et tous les travailleurs, ce dont les « journées » du 13 juin et bientôt du 7 octobre attestent.

Et d'ores et déjà, soulignons que fait partie de ce combat le vote d'orientation des adhérents des syndicats de la FSU (voir l'appel à voter en fin de cette Lettre), prévu pour novembre.

Intervention d'Olivier Lestang dans le débat général

Ce Conseil National devrait avoir une importance toute particulière, vu le moment où il intervient et les responsabilités qui sont les siennes. Ce moment, c'est d'abord un an après que l'abcès purulent du capitalisme financier ait percé, précipitant une crise de surproduction qui couvait. A cet égard, il faut de la clarté : comme le disent par ailleurs les textes du congrès de l'Unatos, ce n'est pas la crise du libéralisme, mais celle du capitalisme.

Autrement dit, si on compte des dizaines de millions de chômeurs de plus dans le monde, c'est parce que la production est guidée par la recherche du profit, et mettre fin au chômage implique au contraire d'élaborer un plan de production basé sur la satisfaction des besoins des masses.

Ce moment, aussi que nous nous trouvons un mois avant le début de la discussion budgétaire au parlement. Et jusqu'ici dans la discussion c'est un peu comme la lettre volée de Poe : c'est la question centrale, et tous les intervenants quelle que soit leur tendance font comme si cela n'existait pas !

Pourtant c'est un budget hors normes : 130, 140 milliards de déficits, 7,5% du PIB de déficit, adieu Maastricht, des dépenses inouïes qui dépassent de 50% et plus les recettes. Et pourquoi ? C'est que voilà présentée la facture de la politique de sauvetage du capitalisme français menée par Sarkozy et Fillon depuis un an.

Les 68 milliards prêtés aux banques en plus des 17 milliards de renforcement de leur capital, les 6 milliards aux constructeurs automobiles dont les sous-traitants licencient en cascade, les 5 à 10, on ne sait trop d'exonération de la taxe professionnelle, les 2 milliards de l'exonération de la TVA pour les restaurateurs, le milliard et quelques du plan Hirsch pour l'apprentissage... On doit y ajouter les « ordinaires » 50 milliards d'exonérations de charges sociales, alors qu'on

nous rebat les oreilles avec le déficit de la Sécu et que la menace d'une hausse du forfait hospitalier plane. Et encore les 43 milliards d'intérêts du service de la dette publique, creusée pour soutenir les groupes capitalistes et dont profitent une seconde fois ces mêmes groupes de la finance qui en touchent les intérêts !

Et ce budget est entièrement profilé pour faire payer aux travailleurs ce coût immédiat de la crise. Coupes dans les budgets sociaux, directement ou indirectement comme conséquence de la liquidation de la taxe professionnelle. 34 000 suppressions de postes dans la fonction publique, autre record, qui découle directement des contre-réformes gouvernementales et notamment celle de la formation des maîtres, avec ses stagiaires à 300 euros qui viendront remplacer les enseignants titulaires. Et enfin bien entendu la taxe carbone, l'impôt Sarkozy-Cohn Bedit, qui viendrait encore accabler les couches populaires et est aussi au menu de ce budget

Et enfin ce moment où nous nous trouvons, c'est aussi une semaine avant la prochaine réunion de l'intersyndicale. Et où rien n'a été annoncé au-delà du 7 octobre.

Sur cette journée-là il faut être au clair. Elle est dans la continuité du 13 juin y compris dans le rejet qu'elle ne manquera pas de susciter. Mais pourquoi ? La racine c'est le cadre fixé dès le 5 janvier par l'intersyndicale dans sa plateforme. Ce cadre était borné par deux tabous : ne pas remettre en cause « les lois du marché », ne pas remettre en cause le gouvernement Sarkozy-Fillon. Voilà pourquoi aucune revendication sérieuse n'était et n'est avancée, car leur satisfaction exige de s'affronter avec le gouvernement. Voilà pourquoi les modalités « d'actions » furent ce qu'elles ont été, avec le reflux qu'elles ont entraîné.

Et la « concertation » avec le gouvernement, elle aussi inscrite dans les gènes de l'intersyndicale, se poursuit de plus belle. Ainsi la réunion du C.O.R. de ce 16 septembre, avec participation CGT FO et FSU, a-t-elle été consacrée au passage à un système par points. Est-ce le rôle de la FSU de préparer ainsi la contre-réforme du printemps prochain ? Non. De son côté, l'appareil CGT a mis au point avec Sarkozy l'idée « d'Etat généraux de l'industrie ». Et c'est sous le signe de la concertation, pour une « véritable politique industrielle », qu'ont été convoquées les manifs du 17 septembre dernier et la manifestation à caractère national du 22 octobre prochain.

Alors que la réforme de la formation des maîtres entre dans sa phase d'application, ce dont la FSU porte une responsabilité écrasante, on voit maintenant le Conseil National du SNES demander le retrait de la circulaire du 20 août qui organise l'envoi des stagiaires/étudiants et futurs précaires pour remplacer les enseignants absents... Mais c'est pour demander une concertation pour la « réécrire » ! Est-ce le rôle de l'organisation syndicale de co-rédiger les circulaires ministérielles ? Non.

Prenons, enfin, la question de la taxe carbone. Le communiqué FSU la qualifie « d'injuste et inefficace », mais refuse d'en demander le retrait. Chacun pourra en conclure que pour la direction fédérale, mieux vaut une taxe « inefficace et injuste » que ... pas de taxe du tout ! Et on devine la demande de concertation qui s'ensuivra pour aménager à la marge cette taxe, ce nouvel impôt anti ouvrier.

Alors il faut tirer les conclusions : en janvier et en mars, par millions les travailleurs et les jeunes ont défilé pour dire : « *nous ne paierons pas pour votre crise* ». Dans un mois, le budget qui précisément veut la nous faire payer passe devant le parlement. Alors ce Cdfn a une responsabilité aiguë. Au sortir de ce Cdfn, la FSU doit déclarer : « *nous n'acceptons pas ce projet de budget, qui engraisse les responsables de la crise, qui finance de plus belle les licenciements, la spéculation, le capital financier, et qui en fait peser le fardeau maximum sur les travailleurs. Nous n'acceptons pas et nous ne laisserons pas passer. C'est pourquoi nous décidons d'appeler, et nous adressons aux confédérations ouvrières à cette fin, au combat contre ce budget, en appelant à une manifestation centrale et nationale à l'Assemblée nationale pour le rejet de ce projet de budget Sarkozy-Fillon* »

Si le Cdfn prenait cette initiative, ce serait un point d'appui considérable pour tous ceux qui cherchent la voie du combat contre le gouvernement et sa politique. L'inverse serait laisser le champ libre à Sarkozy et Fillon.

Voilà l'alternative qui est posée à ce Cdfn.

Formation des maîtres : intervention de Yves Ankaoua

Nous venons de subir une défaite majeure avec la contre-réforme de la formation des maîtres. Le gouvernement a réussi à ouvrir une brèche énorme qui lui permet de s'en prendre non seulement à la formation des enseignants mais aussi entre autres, à leur statut, leur mode de recrutement, leur indépendance.

Les directions de la Fsu, du Snes et du Snuipp, principalement, portent une responsabilité écrasante dans cette défaite. En enjolivant le projet gouvernemental sous prétexte de mastérisation et d'élévation du niveau de formation, elles se sont dressées contre les personnels qui, dans les AG, dans les coordinations issues des mouvements de lutte, mais aussi dans de très nombreuses instances syndicales, exigeaient le retrait du projet gouvernemental.

Par leur pratique acharnée du dialogue social, la fréquentation assidue du ministère et des groupes de travail, elles ont réussi, malgré la crise engendrée au sein de notre fédération et de ses syndicats à empêcher que ne se constitue un front uni des syndicats et des personnels contre le gouvernement et sa contre-réforme.

Et l'une des premières applications, c'est la circulaire du 20 août dont la mesure essentielle consiste à prévoir l'emploi de dizaines de milliers d'étudiants avant leur concours pour effectuer un service d'enseignement pouvant atteindre 108 h sur une année, en bénéficiant d'indemnités de stages ne pouvant dépasser 300 euros par mois sur l'année scolaire. Ils pourront ainsi être employés comme étudiants-remplaçants en lieu et place des titulaires-remplaçants qui constituent une cible de choix dans les suppressions de postes.

Face à cette opération qui confère au développement de la précarité dans l'enseignement un caractère industriel, une seule réponse s'impose : l'abrogation de la circulaire du 20 août et pas pour en réclamer la réécriture, comme le demande le courant PRSI dans un amendement. Le rôle de notre fédération et de ses syndicats n'est pas d'apporter une caution syndicale à l'application de la politique gouvernementale.

La responsabilité de notre fédération est donc d'exiger l'abrogation de la circulaire et de refuser de siéger dans les groupes de travail sur la mise en œuvre de la contre-réforme de la formation des maîtres.

C'est dans cette voie de rupture avec le gouvernement en liaison avec l'appel à une manifestation centrale à l'assemblée pour empêcher le vote du budget, qu'il est possible de créer les conditions pour interdire au gouvernement Sarkozy-Fillon de continuer à nuire.

Motion Front Unique : Pour l'abrogation de la circulaire du 20 août 2009

La circulaire du 20 août prévoit d'expédier devant les classes des dizaines de milliers d'étudiants, avant même leur concours, pour effectuer des stages en responsabilité pour une durée pouvant atteindre 108 heures/année. Ils pourront ainsi, sans formation, assurer pendant plusieurs semaines le service d'un enseignant titulaire pour une indemnité moyenne maximum de 300 euros mensuels. Ils pourront de ce fait être utilisés en lieu et place des titulaires-remplaçants, ces derniers devenant une cible de choix pour les suppressions de postes. Cette circulaire amplifie la précarité dans l'enseignement à un degré inédit.

- Le Cdfn de la Fsu du 23 septembre 2009 condamne la circulaire du 20 août 2009 et en exige l'abrogation immédiate.
- Opposé résolument à la contre-réforme de la formation des maîtres, il refuse d'apporter sa caution à son application et demande à ses syndicats nationaux de refuser de participer aux groupes de travail qui ont été mis en place dans ce seul objectif.

12 pour 70 contre 8 abstentions 24 NPPV

Réforme des lycées : Intervention d'Olivier Rougerie

On peut s'en étonner, mais la question de la réforme des lycées a fait l'objet hier d'un grand silence, en plénière, comme en commission !

Il semble néanmoins que le gouvernement attache une grande importance à mener à bien cette contre réforme et le plus tôt possible.

Le texte action présenté par la direction évoque la réforme des lycées seulement sous l'angle du calendrier du gouvernement Sarkozy Chatel, du « *calendrier resserré* », comme le dit le texte Unité et Action. Pourquoi une telle urgence de la part du gouvernement ?

Les contre réformes du gouvernement doivent permettre les milliers de suppression de postes. Sarkozy l'avait affirmé lui même voilà plus d'un an. La direction du Snes ne dit d'ailleurs pas le contraire lorsqu'elle indique « *son refus d'une réforme dont l'objectif serait la réduction d'emploi* ».

Alors, on ne peut pas indiquer : refus de la réforme pour cette raison, et demander une large concertation sur une réforme dont on connaîtrait mal les contours. Si, on en connaît parfaitement les objectifs puisque le rapport Descoings doit en être la base. Dans la revue Pour de septembre, la direction du Snes explique : « *certes, s'appuyer sur le travail de Richard Descoings peut être un moyen de relancer le nécessaire débat pour un lycée démocratique* ». Or, au cœur de ce rapport, il y a la destruction des décrets de 50 ! Ces décrets cadrent le statut des enseignants.

Aujourd'hui, le gouvernement n'a en rien renoncé aux 16000 suppressions de postes au budget 2010.

Par conséquent, entrer dans la concertation, la discussion sur la contre réforme des lycées n'est pas envisageable. Le faire serait s'inscrire dans le programme du gouvernement ! Dans le texte action, la direction de la FSU reste muette quant à sa position et celle de ses syndicats sur le « *calendrier resserré* » du gouvernement.

Au contraire, d'ores et déjà, ce CDFN doit indiquer clairement que ni la FSU ni ses syndicats concernés ne s'inscriront dans ce calendrier C'est le sens de la motion du courant FU

Motion Front Unique : Réforme des lycées

Chatel, en parfaite continuité avec Darcos l'a confirmé : la réforme des lycées se fera sur la base du rapport Descoings et dans le cadre des 16000 suppressions de postes au budget 2010.

Ce sont bien les suppressions de postes qui cadrent les contre-réformes du gouvernement dans l'éducation nationale.

La direction du Snes a indiqué « *son refus d'une réforme dont l'objectif serait la réduction d'emploi* ».

Il y a donc un préalable : la FSU et ses syndicats doivent déclarer que tant que le gouvernement poursuivra les suppressions de postes, ils refuseront toute concertation sur la réforme des lycées

9 pour 90 contre 0 abstention 12 NPPV refusée

Contre le projet de budget Sarkozy-Fillon, intervention d'Olivier Lestang

D'abord il est notable que le budget qui avait été escamoté dans une première phase de la discussion est réapparu. Mais sa dimension véritable, son caractère exceptionnel ne doivent pas être diminués.

Inutile de reprendre les données qui sont dans la motion. Mais il faut bien comprendre les signaux envoyés d'ici et là en Europe : quand en Hollande le gouvernement parle de diminuer de 20% les dépenses publiques, quand ce sujet est au centre des élections britanniques, c'est un langage clair de guerre contre les travailleurs, pour leur faire payer féroce ment chaque euro de donné au capital financier.

Mais il y a une autre dimension, calendaire : de manière prévisible (même si la vie est pleine d'imprévis) il y aura cette année deux occasions manifestes de pouvoir rassembler tous les travailleurs, la jeunesse, au même endroit, au même moment, contre le gouvernement. La seconde, ce sera les retraites. Mais la première, c'est le budget.

En effet, les ouvriers qui veulent l'arrêt des licenciements pourront constater que ce budget arrose de subventions les licenciés, les exploités. Tous les salariés savent déjà que les banques, comme la BNP, ont reversé ou vont reverser des milliards qu'ils ont reçus dans les poches de leurs dirigeants et de leurs traders. Les fonctionnaires naturellement voudraient combattre les suppressions de postes, ou encore ces parents d'élèves dont les enfants, par milliers, n'ont pas de place en lycée faute que les classes n'aient été ouvertes.

Or cette possibilité de rassembler la grande majorité des travailleurs et de la jeunesse contre le gouvernement fait écho à ce qui s'est manifesté notamment au sein de la CGT tout particulièrement, après la journée d'action du 13 juin. On le sait, de nombreuses protestations se sont élevées au sein des organisations CGT, à tous niveaux, pour remettre en cause autant le mode d'action que l'absence de revendications (ainsi la coordination CGT du groupe Valeo a défini une juste revendication : aucun licenciement économique).

Et en vérité pour se rassembler contre le gouvernement il faut l'unité des organisations syndicales issues du mouvement ouvrier, et donc rompre avec le « *syndicalisme rassemblé* » à la Thibault et autres Le Duigou. Ce « *syndicalisme rassemblé* », l'université d'été de la CFDT l'a défini, en présence complice de Thibault. Chère que a fixé l'objectif « *que le gouvernement tienne ses promesses* ».

Non l'unité dont les travailleurs ont besoin, c'est celle de leurs organisations syndicales, confédérations et fédérations, contre le gouvernement et donc aujourd'hui contre son budget.

Le débat parlementaire budgétaire commence le 20 octobre. Le 22, la CGT a convoqué sa propre manifestation « à caractère national » à Paris dans un cadre déjà explicité hier. Si la FSU, et pourquoi par le 22, décidait de convoquer, non pas une grève sans objectif mais une manifestation centrale avec grève pour le rejet pur et simple du projet de budget Sarkozy-Fillon, elle jouerait le rôle positif qu'en attendent nos collègues, elle permettrait de briser la paralysie entretenue jusqu'ici par l'intersyndicale, elle s'opposerait enfin au gouvernement. C'est le sens de la motion Front Unique.

Motion Front Unique : non au budget Sarkozy-Fillon

Le projet de budget Sarkozy-Fillon revêt un caractère exceptionnel.

D'un côté il affiche un déficit hors du commun. Pourquoi ? C'est le fruit des dépenses engagées depuis un an par le gouvernement et notamment : les 68 milliards prêtés aux banques, les 17 milliards apportés pour consolider leur capital, les 6 milliards pour les constructeurs automobiles, sans compter la prime à la casse, les 5 milliards de suppression de la taxe professionnelle, 2,5 milliards de suppression de la TVA dans la restauration, le milliard et demi du plan Hirsch de primes à l'apprentissage.

A ces montants on doit ajouter les 50 milliards « ordinaires » d'exonérations de « charges sociales », les 43 milliards et quelques d'intérêts de la dette publique qui procède de cette politique et vient enrichir encore les grands groupes de la finance.

De l'autre il entend faire porter sur les travailleurs tout le poids de la crise. Ce sont les 34 000 suppressions de postes, bien entendu, et ses conséquences comme ces milliers de jeunes aujourd'hui sans affectation, mais aussi coupes dans tous les budgets au nom de la RGPP, liquidation de la taxe professionnelle avec ses conséquences sur les collectivités, et bien entendu la taxe carbone, nouvel impôt contre les couches populaires, tandis que les Total et Rhône Poulenc et autres sponsors de la fondation Nicolas Hulot en sont exonérés.

Le Cdfn de la FSU déclare solennellement : nous n'acceptons pas ce projet de budget, nous ne laisserons pas passer ce projet de budget ultra-réactionnaire.

En conséquence il décide de s'adresser aux confédérations ouvrières et fédérations de fonctionnaires pour appeler ensemble à la grève et à la manifestation centrale à l'Assemblée nationale pour le rejet de ce projet de budget.

8 pour 88 contre 5 abstentions 10 NPPV refusée

Sur la question du Gabon

Le courant Front Unique est intervenu plusieurs fois par la voix de notre camarade Yvon Breda sur la question du Gabon. La direction U&A/EE de la fédération a en conséquence produit un long projet de motion. Front Unique est intervenu pour demander que cette motion, a minima, nomme Sarkozy comme responsable. Qu'au lieu de « demander aux autorités », elle condamne la politique du gouvernement, enfin qu'elle se prononce sans ambiguïté pour le retrait « sans délai » des troupes françaises.

Désigner Sarkozy et le gouvernement comme responsables, dénoncer sa politique au lieu d'y réclamer des « inflexions », avoir des revendications claires, on comprend que sur cette question du coup d'état au Gabon on retrouve les mêmes questions que sur d'autres aspects du combat à mener contre le gouvernement.

La direction de la FSU par la voix d'Ecole Emancipée a donc refusé ne serait-ce que de nommer Sarkozy !

Le courant Front Unique a donc maintenu la motion qui avait été adoptée par la CA du syndicat SNASUB-FSU. Les représentants de ce syndicat s'empressèrent de déclarer que, bien qu'adoptée par leur CA, cette motion, « ils avaient voté contre et voteraient contre ». Grands démocrates, on le voit, ils s'indignèrent même qu'une motion, pourtant explicitement adressée à la direction de la FSU, soit soumise au vote du Conseil National de la FSU ! Que les syndiqués en tirent toutes les conséquences.

Gabon

Le CDFN de la FSU reprend à son compte la motion adoptée par la CAN du SNASUB le 16 septembre.

« La Parodie électorale destinée à « légitimer » la succession Bongo et maintenir l'ordre corrompu qui règne au Gabon, au plus grand profit des groupes industriels français, ne peut tromper personne. Le gouvernement français a cautionné la prise du pouvoir d'Ali Bongo, Sarkozy lui adressant ses félicitations et ses vœux de succès. Quant aux troupes françaises elles appuient de fait la répression par le pouvoir des manifestants notamment à Port Gentil, au nom de la protection des « ressortissants, en fait les intérêts de Total. Non au déni démocratique. La Can du Snasub-Fsu, se prononce donc pour :

Le Retrait immédiat et inconditionnel des troupes françaises du Gabon !

Elle s'adresse à la direction de la FSU afin qu'elle défende cette position et agisse pour un front unique des organisations syndicales et des partis issus du mouvement ouvrier sur ces mots d'ordres. »

9 pour 92 contre 11 abstentions 7 NPPV refusée

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....Prénom :.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante: Front Unique, 11, rue Michalias, 63000 Clermont-Fd.

www.frontunique.com

email : mel@frontunique.com

VOTE D'ORIENTATION FEDERAL DE NOVEMBRE: APPEL A VOTER FRONT UNIQUE

"NOUS NE PAIERONS PAS LEUR CRISE!" : POUR CELA, LA FSU DOIT COMBATTRE LE GOUVERNEMENT SARKOZY-FILLON, ET DONC ROMPRE LA CONCERTATION AVEC LUI

La crise économique n'en est qu'à ses débuts. Le mal qui s'exprime, qui entraîne la société vers l'abîme, engendre un chômage massif, c'est le capitalisme et sa loi fondamentale : la production en fonction du profit.

Toute la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon vise à faire payer aux travailleurs et aux jeunes la crise des capitalistes.

Offrir des dizaines de milliards aux grands groupes bancaires, automobiles, aux restaurateurs, et faire porter ce fardeau sur les épaules des classes populaires. Il n'est rien pour ce gouvernement, jusqu'à la grippe A, qui ne soit l'occasion de d'attaquer les acquis ouvriers.

Le projet de budget discuté cet automne l'illustre parfaitement. Des sommes faramineuses, sans précédent, sont offertes au grand Capital, sommes converties en dette publique... dont s'enrichissent une seconde fois les mêmes groupes financiers, d'assurance, et autres rentiers.

La scélérate taxe carbone dont la FSU doit exiger le retrait ne sert qu'à « *moins taxer le travail* (les patrons) », dicit Sarkozy, et notamment à couvrir la suppression de la taxe professionnelle. Les postes de fonctionnaires sont supprimés à une échelle sans précédent, la précarité enfle encore. C'est là l'objectif premier des contre-réformes gouvernementales : « réforme » annoncée du lycée ou loi mobilité qui permet de licencier un fonctionnaire.

Ce budget sans précédent s'il passait annonce d'autres coups : forfait hospitalier, puis nouvelle dégradation des conditions de départ en retraite. Il faut y faire barrage.

Rien n'est fatal dans ces attaques.

Mais s'y opposer nécessite de rompre avec ce syndicalisme « responsable » qui s'est incarné dans « l'intersyndicale », laquelle a posé comme cadre de son « action », d'une part les « *lois du marché* », de l'autre, l'opposition à toute remise en cause de l'existence du gouvernement. L'année passée a pourtant montré que c'était possible. Quand la direction du SNES a été contrainte face à l'opposition des enseignants de rompre les discussions sur la « réforme » des lycées, cette dernière a été « reportée ».

Quant au puissant mouvement des enseignants-chercheurs, il a contraint la direction du Snesup à rompre quelques semaines la concertation sur la remise en cause du statut des enseignants-chercheurs. Privée de « partenaire » syndical, Péresse a dû temporiser. Le gouvernement savait en effet que la jonction des enseignants-chercheurs avec les étudiants et les autres enseignants pouvait se réaliser sur la question de la réforme des concours. Le barrage à cette jonction fut la direction de la FSU.

Au Conseil national de mars 2009, seul le courant Front Unique a maintenu l'exigence du retrait de la « réforme » de la formation des enseignants. EE et PRSI ont refusé de voter pour, s'accordant avec la direction U&A sur les termes « *d'abandon et négociation* » qui s'opposaient à la revendication des AG dans le supérieur, et légitimaient la poursuite de la concertation. Au BDFN, mi-mai, c'est encore Front Unique qui a défendu la rupture de la participation aux « groupes de travail » mis en place par le gouvernement pour faire passer cette « réforme » - une nouvelle fois les trois courants cités plus haut s'y sont refusés.

Cette réforme est un coup très dur porté à tous les enseignants : arrivée massive de stagiaires/remplaçants sous payés, vers la liquidation des IUFM,... La direction de la FSU en porte une responsabilité majeure.

Avec la crise, plus que jamais, la défense réelle des revendications exige la rupture avec le gouvernement, elle exige le combat dans l'unité contre lui.

A « l'unité » en protection du gouvernement qui prévaut depuis des mois sur la ligne de la CFDT, il faut opposer, sur la base des revendications ouvrières (à commencer par l'arrêt immédiat des licenciements) la constitution du front uni contre le gouvernement de Sarkozy. Celui-ci peut être imposé dans le combat pour le rejet du projet de budget 2010 qui couvre d'euros les spéculateurs et les licencieurs en faisant payer la note aux travailleurs.

La FSU doit combattre pour l'appel uni avec les confédérations ouvrières, à la manifestation centrale, nationale, à l'Assemblée lors de la discussion budgétaire sur le mot d'ordre : **à bas le budget Sarkozy-Fillon !**

La FSU doit rompre la concertation avec le gouvernement : sur la « réforme » des lycées, en défense des décrets de 1950, mais aussi sur les retraites, en quittant le Conseil d'Orientation des Retraites. **Pas un trimestre en plus !**

C'est la voie pour la satisfaction des revendications : **aucune suppression de poste, augmentation des salaires**

C'est la voie pour **l'abrogation des « réformes » Sarkozy : réforme Darcos du primaire et SMA, formation des maîtres, statut des enseignants-chercheurs et LRU, loi mobilité.**

C'est cette orientation que nous vous appelons à soutenir en votant pour le courant Front Unique

Le 12 septembre